



## **Communiqué de presse**

### **Pour le CPA, le projet de loi 1 de l'Alberta est inconstitutionnel, antidémocratique et inacceptable**

Le 18 juin 2020 (Ottawa, Ont.) – Cette semaine, l'Assemblée législative de l'Alberta a adopté le projet de loi 1, la soi-disant «Critical Infrastructure Defence Act». Ce projet de loi criminalise efficacement la dissidence politique, y compris les protestations légitimes dans le contexte du développement des ressources naturelles, de la protection de l'environnement et des droits des peuples autochtones.

Le Congrès des peuples autochtones (CPA) condamne avec la plus grande fermeté le projet de loi 1, car il est raciste, antidémocratique et inconstitutionnel. Il viole le droit inhérent de tous les peuples autochtones à protéger leurs terres, ainsi que les droits constitutionnels de tous les Canadiens d'exprimer leur opposition à la politique du gouvernement par le biais de protestations.

En vertu du projet de loi 1, toute personne qui met le pied sur des chantiers de construction ou des terrains où des pipelines, des raffineries, des mines, des autoroutes sont installés ou construits ainsi que tout autre projet «essentiel» peut être emprisonnée pour une durée maximale de six mois et condamnée à des amendes de plusieurs dizaines de milliers de dollars. Les organisations peuvent être condamnées à des amendes de centaines de milliers de dollars. Tout projet peut être désigné «essentiel» par le gouvernement à tout moment, quelle qu'en soit la justification.

«Ce projet de loi protège les bénéfices des entreprises au détriment de nos droits. Juste au moment où les gens se penchent sur les abus de la police, ce projet de loi alimente le feu du racisme systémique contre les peuples autochtones », explique Kim Beaudin, vice-chef national du CPA. «C'est une portée excessive inacceptable. Ce projet de loi donne libre cours à la Gendarmerie royale du Canada (GRC) pour dresser un profil racial, menacer et harceler les peuples autochtones de l'Alberta. Je ne peux que me demander ce qui va suivre - exiler des manifestants dans les goulags de Sibérie? »

La relation entre les Autochtones et la police continue d'être anéantie par la mort des Autochtones aux mains des policiers partout au Canada. Les personnes autochtones tuées par la police depuis avril 2020 seulement comprennent Chantel Moore, Rodney Levi, Eisha Hudson, Jason Collins et Stewart Kevin Andrews.

«Cela ne pouvait pas envoyer un message plus insensible envers les peuples autochtones.» Kim Beaudin a déclaré que «Le projet de loi 1 indique que la réconciliation est finie en Alberta, tuée par Jason Kenney, un groupe de dirigeants du secteur pétrolier et la GRC.»

-30-

***Pour les demandes d'entrevues, veuillez contacter:***

Jessica Dawson, Adjointe executive

613-747-6022

[j.dawson@abo-peoples.org](mailto:j.dawson@abo-peoples.org)

*Le Congrès des peuples autochtones est la voix nationale représentant les droits, les intérêts et les besoins des Métis, des Indiens statués et non statués, et des peuples Inuits du Sud vivant hors réserve. Aujourd'hui, plus de 70% des autochtones vivent hors réserve au Canada.*